



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PROCÉDURE D'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Société du Canal Seine-Nord Europe

**Projet du canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes
de Compiègne (Oise) à Aubencheul-au-Bac (Nord)
- Secteurs 2 et 3 SOMME -**

AVIS D'ENQUÊTE PARCELLAIRE COMPLÉMENTAIRE

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté préfectoral du **- 2 AVR. 2024**, il sera procédé du **lundi 29 avril au vendredi 17 mai 2024 inclus**, dans les communes d'ALLAINES, BARLEUX, BÉTHENCOURT-SUR-SOMME, BIACHES, BOUCHAVESNES-BERGEN, BREUIL, CIZANCOURT, CLÉRY-SUR-SOMME, ÉPÉANNCOURT, ÉQUANNCOURT, ERCHEU, ÉTERPIGNY, ÉTRICOURT-MANANCOURT, LANGUEVOISIN-QUIQUERY, LICOURT, MESNIL-SAINT-NICAISE, MOISLAINS, MORCHAIN, MOYENCOURT, NESLE, PARGNY, PÉRONNE, ROUY-LE-GRAND, SAINT-CHRIST-BRIOST et VILLERS-CARBONNEL, soit pendant dix-neuf jours consécutifs, à une enquête parcellaire complémentaire préalable à la déclaration de cessibilité, par arrêté préfectoral, de propriétés situées dans le département de la Somme dont la cession est nécessaire à la réalisation du projet de canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes de Compiègne (Oise) à Aubencheul-au-Bac (Nord), présenté par la Société du Canal Seine-Nord Europe.

Pendant la période précitée, le dossier d'enquête parcellaire complémentaire ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés dans chacune des mairies des communes concernées précitées, où toute personne pourra les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture (- sous réserve - pour la mairie de PÉRONNE, siège de l'enquête, le lundi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30, du mardi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 et le samedi de 9h00 à 12h00), à l'exception des jours fériés et chômés. Les intéressés pourront consigner sur le registre d'enquête leurs observations sur les limites des biens à exproprier ou les adresser, par écrit, à chacun des maires des communes susmentionnées qui les joindra au registre ou au commissaire enquêteur en mairie de PÉRONNE, qui les visera et les annexera au registre.

M. Jean-Claude HELY, responsable de logistique opérationnelle à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête parcellaire complémentaire. Celui-ci a son siège en **mairie de PÉRONNE**, où il se tiendra à la disposition du public :

- **le mardi 30 avril 2024, de 14 heures à 17 heures ;**
- **le samedi 4 mai 2024, de 9 heures à 12 heures ;**
- **le vendredi 17 mai 2024, de 14 heures à 17 heures.**

A l'issue de l'enquête parcellaire complémentaire, le commissaire enquêteur disposera d'un délai de trente jours pour donner son avis sur l'emprise des ouvrages projetés et dresser le procès-verbal des opérations.

La publication de l'avis au public est faite en vue de l'application des articles L. 311-1 à L. 311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduit :

« Art. L. 311-1 - En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation. »

« Art. L. 311-2 - Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. »

« Art. L. 311-3 - Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L. 311-1 et L. 311-2 sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils sont déchus de tous droits à indemnité. ».

Amiens, le **- 2 AVR. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


Emmanuel MOULARD